

quelles seront adoptées. Toutefois, les États-Unis ont reçu des exemplaires des propositions préconisées par le gouvernement dans le Livre blanc.

**L'hon. M. Stanfield:** En d'autres termes, le ministre dit en effet, qu'il n'a aucune idée de la façon suivant laquelle l'accord devrait être changé dans ces circonstances.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LA MAINMISE ÉTRANGÈRE SUR DES ENTREPRISES CANADIENNES—LA MÉTHODE D'OBTENTION DE RENSEIGNEMENTS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances s'il a établi un mécanisme efficace pour faire mettre à exécution les décisions qui seront prises, tant en ce qui concerne les investissements étrangers au Canada sous forme d'actions que la cession de sociétés canadiennes par des Canadiens? Le ministre a-t-il établi un mécanisme efficace pour se tenir au courant de ces événements en dehors des annonces plutôt sensationnelles qui pourraient paraître dans la presse?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre l'a indiqué à la Chambre hier, je crois que la question de la propriété étrangère est étudiée actuellement par le gouvernement et qu'elle le sera par le cabinet assez prochainement. Lorsque le gouvernement aura pris une décision, une résolution plus générale sera rendue publique.

**L'hon. M. Stanfield:** Mais, monsieur l'Orateur, le ministre voudrait-il bien répondre maintenant à la question que j'ai posée? Peut-être ne l'a-t-il pas comprise. Il nous arrive à tous parfois de ne pas comprendre. J'ai demandé au ministre s'il avait établi un mécanisme permettant de se tenir au courant des décisions prises actuellement tant à propos de l'ajournement d'investissements faits par des étrangers au Canada que de la cession de sociétés canadiennes par des Canadiens. Le ministre a-t-il établi un mécanisme qui lui permettrait, ainsi qu'aux Canadiens, de savoir ce qui se passe et qui fournirait au gouvernement les renseignements voulus pour prendre une décision?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, le ministre de la Consommation et des Corporations a naturellement donné les renseignements sur les prises en charge que possédait son ministère. Ce renseignement est disponible au gouvernement. Je n'ai délégué aucun espion, si c'est ce que mon ami veut insinuer—pour aller surveiller ce qui se passe

[L'hon. M. Benson.]

chaque jour dans chaque compagnie du Canada et connaître ses intentions.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, il ne s'agit certainement pas d'envoyer des espions. Le ministre voudrait-il songer à établir un mécanisme pour que le pays sache ce qui se passe.

**M. l'Orateur:** A l'ordre! A mon avis, le chef de l'opposition répète la question déjà posée.

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question complémentaire au ministre des Finances? Compte tenu des dispositions prises dans le cas de la compagnie d'uranium, le gouvernement songe-t-il à prendre des mesures semblables à l'égard de compagnies de prospection ou de production pétrolière et gazière appartenant à des Canadiens, où des négociations sont en cours en vue de la vente à des compagnies américaines?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, j'ai déjà répondu à cette question, je crois, en disant que le gouvernement examine la question de la propriété et de la mainmise étrangères au Canada et que nous annoncerons notre politique en temps utile.

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser. Le gouvernement se propose-t-il d'adopter la politique que M. Walter Gordon avait préconisée alors qu'il était ministre des Finances, en ce qui a trait à la propriété et à la mainmise étrangères de sociétés canadiennes?

**L'hon. M. Benson:** Les actions du gouvernement se passent de commentaires, je pense. Je pourrais dire, cependant, que l'honorable Walter Gordon donnerait de meilleurs conseils que mon honorable ami.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

#### LE PROJET DE REPRISE DES MINES DENISON PAR DES CAPITALISTES AMÉRICAINS

**M. Davis Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre qui, d'après les journaux, devait rencontrer M. Roman à midi aujourd'hui et qui, autant que je sache, se trouve peut-être encore avec lui, le premier ministre suppléant pourrait-il assurer à la Chambre que les rencontres avec le directeur de la Hudson's Bay et celui de l'entreprise de M. Roman n'ont pas eu pour effet d'amener le gouvernement à modifier sa position et que celui-ci demeurera ferme dans son intention d'empêcher la prise en charge des mines Denison?